

Lettres québécoises
La revue de l'actualité littéraire



La grande offensive du livre

Francine Bordeleau

Number 117, Spring 2005

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/37021ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Productions Valmont

ISSN

0382-084X (print)

1923-239X (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Bordeleau, F. (2005). La grande offensive du livre. *Lettres québécoises*, (117), 13–16.

La grande offensive du livre

Le 23 avril 2005, Montréal deviendra officiellement « capitale mondiale du livre », et ce, jusqu'au 23 avril 2006. Une masse d'activités ponctuera l'année. Et pour une fois, l'ensemble du milieu manifeste la volonté de se rallier à une cause commune. Va pour une fête du livre, mais encore ?

D O S S I E R

FRANCINE BORDELEAU

S I LE PLAN DE MATCH ÉTABLI PAR LA CORPORATION Montréal, capitale mondiale du livre se déroule comme prévu, on verra le livre partout cette année. Partout, c'est-à-dire, pour les résidants de la métropole, jusque dans les autobus et le métro puisque la Corporation bénéficiera — gracieuseté de la Ville de Montréal — d'un affichage massif. La raison ? Dans le prolongement de la Journée mondiale du livre et du droit d'auteur, instaurée le 23 avril, et forte du succès de cette activité à laquelle souscrivent maintenant plusieurs pays, l'UNESCO choisit une ville consacrée, pendant une année commençant le 23 avril, « capitale mondiale du livre ». Montréal est la cinquième ville à se voir attribuer ce titre honorifique après Madrid en 2001-2002 — l'expérience s'était alors avérée concluante, d'où sa réédition —, Alexandrie en 2002-2003, New Delhi en 2003-2004 et, enfin, Anvers en 2004-2005; Montréal était en lice avec deux villes européennes, Turin et Barcelone.

L'événement, à l'origine de contours plutôt modestes, commence à prendre une certaine envergure. La corporation ABC 2004 (pour « Antwerp World Book Capital ») a ainsi bénéficié d'un budget d'environ 2,2 millions d'euros (3,5 millions de dollars canadiens), composé essentiellement de subventions publiques, octroyées par la Communauté flamande et la Ville d'Anvers. « Étant donné que des activités doivent se dérouler sur toute l'année, cette somme est moins importante qu'il n'y paraît », dit Dorian Van Der Brempt, président d'ABC 2004. Ce budget aura cependant permis à nos amis flamands de « donner à la nomination plus de poids » que les villes précédentes. On s'est par exemple efforcé de rejoindre l'ensemble de la communauté néerlandaise — toutes les activités se déroulaient dans cette langue — et d'intégrer un volet touristique à l'événement; Anvers a également établi des liens avec les autres capitales mondiales, de sorte que le Salon du livre de Montréal a reçu des écrivains flamands après que la Flandres eut été, en 2003, l'invitée d'honneur du Salon du livre de Paris. Par ailleurs, ajoute M. Van Der Brempt, « l'UNESCO a suivi notre recommandation de procéder à la désignation des capitales mondiales dans un délai raisonnable, soit deux ans avant qu'elles prennent officiellement le titre ». Ce faisant, les villes choisies auront désormais le temps de trouver les fonds et les partenaires qui leur permettront de donner du lustre à leur « règne ».

Montréal jouit donc d'un contexte externe plutôt favorable, bien que l'initiative de l'UNESCO soit encore jeune. Et autant les édiles municipaux que le milieu du livre, Association nationale des éditeurs de livres en tête — le dossier était au départ piloté par l'ANEL, puis une corporation à but non lucratif a été mise sur pied pour coordonner l'événement —, semblent honorés de cette désignation, même si les critères de sélection des

« capitales » paraissent assez vagues. « À l'été 2003, l'ANEL a reçu un appel de candidature. Cet appel de candidature est envoyé à toutes les villes qui participent à la Journée du livre et du droit d'auteur et qui sont membres de l'Union internationale des éditeurs de livres », explique Sandra Gonthier, directrice générale de la Corporation Montréal, capitale mondiale du livre. Selon M^{me} Gonthier, le jury de l'UNESCO aurait été vivement « impressionné par l'appui de l'ensemble du milieu à ce projet et l'aspect multiculturel de Montréal ». Les villes choisies doivent mettre en branle un nombre conséquent d'activités ayant pour but la promotion du livre et de la lecture, mais ne reçoivent aucune contrepartie financière de l'UNESCO. En revanche, elles ont en quelque sorte le privilège de « porter le flambeau du livre sur la scène internationale », dit encore M^{me} Gonthier.

« Cette désignation est une reconnaissance de notre capacité à faire des livres, à produire une littérature », estime Bruno Roy, président de l'Union des écrivains et des écrivains québécois (UNEQ) jusqu'en décembre dernier et membre du conseil d'administration de la Corporation. Et comme personne n'est contre la vertu, le projet *Montréal, capitale mondiale du livre* semble pour l'heure susciter une belle unanimité, comme en témoigne la composition de ce conseil d'administration formé de représentants de l'ANEL, d'écrivains, de la Ville de Montréal et du gouvernement du Québec, notamment. Il convient en outre de souligner la présence de Luc Lavoie, vice-président exécutif de Quebecor inc. L'apport de la transnationale, commanditaire principal de l'événement, est majeur — les décisions ont d'ailleurs été prises par le PDG Pierre-Karl Péladeau — puisque, à compter d'avril, elle diffusera, sur les ondes de TVA, une émission littéraire hebdomadaire de trente minutes à laquelle s'ajouteront, à une heure de grande écoute, « une minute du livre » quotidienne, présentée pendant toute l'année que durera l'événement, et un site Internet. Cela sans compter que Quebecor, propriétaire du Groupe TVA (télé et magazines), de tabloïds nationaux et d'hebdomadaires régionaux, de maisons d'édition, du Groupe Archambault, du portail Internet Canoë et de Vidéotron, entend bien « conjuguer [sa] force de frappe médiatique afin d'augmenter le niveau de participation et d'engagement de la population générale », dit M. Lavoie.

LA « CONVERGENCE » POSITIVE

Outre les organismes du milieu (les associations professionnelles, la Bibliothèque nationale, le Salon du livre de Montréal, etc.), la Corporation a rallié plusieurs partenaires, mais Quebecor constitue en effet le plus important; sa contribution représenterait un investissement avoisinant les cinq millions de dollars. Il ne fait aucun doute que l'événement et ses activités



potentielles ont séduit Québec. Signe que la société voit là une manifestation d'envergure : elle prévoyait à l'origine diffuser l'émission littéraire sur VOX, sa chaîne communautaire.

Mais cet imposant partenaire ne risque-t-il pas de privilégier indûment les auteurs et les maisons qui lui sont apparentés ? « S'il vous plaît, prêtez-nous une once d'intelligence ! » rétorque Luc Lavoie. « En général, le milieu estime que Québec a pris une excellente décision : bonne pour l'événement, bonne pour elle-même. Il est agréable de constater qu'une entreprise privée comprend l'importance du livre et prend à cet égard des décisions concrètes », commente l'éditeur et libraire Denis Vaugois, également président de la Corporation.

Elle-même partie intégrante de l'industrie, et membre de l'ANEL par l'entremise de ses maisons Libre Expression et Trécarrière, Québec est bien placée pour savoir que la présence — ou plutôt l'absence — de la littérature dans les médias électroniques constitue un point particulièrement délicat. Le milieu entretient une grogne tenace à l'égard de la Société Radio-Canada (SRC) qui, au cours des dernières années, a éliminé les magazines littéraires de ses ondes télé et radio, et ne félicite pas davantage Télé-Québec pour *Diabolo Menthe* (émission culturelle diffusée en 2003-2004) et *M'as-tu lu ?*, que plusieurs jugent infantilisantes. « Nous avons approché les deux télé publiques pour la production d'une émission littéraire; elles n'ont même pas daigné répondre à notre invitation. Ça parle de soi », s'insurge Bruno Roy. L'UNEQ a d'ailleurs profité de son assemblée générale de décembre pour décerner à la SRC le prix « Bêta » de la pire couverture littéraire.

Selon M. Roy, cette fameuse émission littéraire qui suscite nombre d'attentes risque peu de devenir une vitrine pour les produits de la transnationale puisque la Corporation participe à sa conception et à sa programmation. La facture de l'émission devrait refléter la philosophie de l'événement, qui se veut une célébration de tous les livres et de toutes les littératures. « Les objectifs sont simples : mettre en valeur la littérature en général et rejoindre le plus large public possible », souligne M. Lavoie.

Montréal est sur la sellette, mais les membres de la Corporation veulent que l'événement rayonne à l'échelle nationale et internationale. À cet égard encore, Québec jouera un rôle clé puisqu'elle s'en fera « le véhicule promotionnel par l'entremise de tous ses médias », poursuit M. Lavoie. Autant la Corporation que la Ville de Montréal s'en réjouissent. La conseillère Francine Sénécal, responsable de la culture et du patrimoine et vice-présidente du comité exécutif, précise ainsi que Québec s'est avérée « très bon partenaire », notamment à l'occasion de la Journée des musées montréalais, et considère l'engagement de l'organisation comme une excellente nouvelle. Luc Lavoie se fait fort de rappeler quant à lui l'évolution du *Journal de Montréal* en matière culturelle, celle de TVA en matière d'information, et estime en définitive que Québec possède les outils lui permettant de bien servir la cause du livre.

Outre ce partenariat privé dans lequel toutes les parties estiment trouver leur compte, l'événement bénéficie d'un soutien public notable. « Les gouvernements fédéral et provincial ont immédiatement fait connaître leur grand intérêt, et il en fut de même de la Ville de Montréal, qui offre une collaboration importante », affirme Denis Vaugois. La Ville de Montréal ne subventionne pas directement la Corporation, mais lui « prête » depuis l'an dernier, et jusqu'à la fin de l'événement, quelques-uns de ses professionnels;



de plus, elle mobilisera ses infrastructures (bibliothèques et maisons de la culture, par exemple) et contribuera en biens et services. Cette participation de la Ville est évaluée à près de 500 000 \$. Le ministère du Patrimoine canadien et le Conseil des Arts du Canada ont quant à eux débloqué des sommes « extraordinaires », prises en dehors des budgets des programmes, soit respectivement 1 000 000 \$ et 100 000 \$ environ, tandis que l'aide financière de Québec devrait se situer dans les 500 000 \$. Au total, la Corporation disposerait d'un budget en argent de 2 200 000 \$.

De Québec, c'est en fait « un engagement gouvernemental global » qu'obtiendrait l'événement, affirme Sandra Gonthier. Plusieurs ministères se sont montrés intéressés à mettre

l'épaulé à la roue : Culture et Communications comme de juste, mais aussi Éducation, Affaires municipales, Relations internationales, voire Tourisme Québec. On vise également un maillage avec d'autres manifestations culturelles, comme le Festival international de jazz, ainsi qu'avec les musées, les commissions scolaires, etc.

LE DÉFI DE LA SÉDUCTION

L'événement sera donc lancé en grande pompe le 23 avril, qui est aussi la journée prévue pour l'inauguration de la Grande Bibliothèque.

Il convient cependant d'insister : Montréal n'a pas obtenu son titre pour la mise en valeur de la seule littérature québécoise, mais bien de la littérature en général. L'objectif est donc d'élargir le bassin de lecteurs, ce qui de toute façon ne peut nuire au livre québécois. Les organisateurs souhaitent par

ailleurs le rayonnement international de Montréal en tant que ville de culture et de littérature (d'où la collaboration attendue des ministères des Relations internationales et des Affaires étrangères) et utiliseront à cette fin les ambassades, les foires, les salons, ou encore les réseaux de l'édition, comme l'Union internationale des éditeurs de livres. « Il s'agit pour nous de faire parler de l'industrie québécoise du livre à l'étranger, et de recevoir à Montréal des auteurs étrangers », précise M^{me} Gonthier.

On projette donc des échanges avec les autres littératures, ceux-ci s'inscrivant dans une vaste gamme d'activités grand public. Il faut d'ores et déjà s'attendre à de multiples animations, lectures et rencontres dans les bibliothèques, librairies et maisons de la culture (les « classiques » en matière de diffusion de la littérature). Mais sont également au menu une exposition sur la littérature jeunesse montée par Communication-Jeunesse qui sera

présentée au Château Dufresne d'avril à août (et qui prendra plus tard le chemin de l'Europe), des circuits littéraires organisés par L'Autre Montréal, un organisme qui propose de visiter les lieux méconnus ou inusités de la métropole, et d'autres activités destinées à faire connaître le livre à la population. À cet égard, les organisateurs veulent accorder une attention particulière aux communautés ethnoculturelles, ce qui est en outre l'une des préoccupations de la Ville de Montréal. Ils veulent aussi « se raccrocher aux régions », dit Sandra Gonthier, et dans cette perspective, les salons du livre seront sûrement appelés à jouer un rôle.

L'événement se greffera bien évidemment aux grandes manifestations à caractère littéraire déjà existantes, comme Metropolis Bleu et le Festival



international de la littérature. Mais il n'est pas destiné à s'y substituer, ni à remplacer les diverses activités normales d'animation présentées tout au long de l'année, ni à subventionner les associations. Il se présente comme un « plus », comme un véhicule dont le mandat est de rendre le livre omniprésent, ou presque. Et comme une entreprise de charme auprès du public. « Nous essaierons de convaincre la population que la lecture peut être un loisir idéal, qu'il est permis d'y prendre plaisir », dit Luc Lavoie à propos de l'émission littéraire « non élitiste » de TVA. Cela résume tout aussi bien l'esprit dans lequel se déroulera l'événement, qui comportera son lot d'activités ludiques.



BRUNO ROY

C'est le cas du « Passe-Livre », le projet principal de l'Association des libraires du Québec (ALQ). Ce concept élaboré en 2003 par les Italiens et les Français s'inspire fortement du « bookcrossing » états-unien. Le principe de base est simple : il consiste à « libérer » dans un lieu public un livre qu'on a aimé afin que quelqu'un le ramasse, puis à le laisse traîner à son tour. « Le but du Passe-Livre : inciter à la lecture par le jeu », dit Michel Montagne, directeur général de l'ALQ. Les livres qui font partie du jeu sont identifiés au moyen d'un code ou d'une étiquette; l'attrait pour les joueurs est bien entendu de savoir où atterrir « leur » livre et entre quelles mains il se retrouve. Le projet démarrera en mai dans certaines librairies montréalaises, pour s'étendre ensuite dans d'autres régions; des cafés et d'autres partenaires pourraient également s'y associer. Le Passe-Livre compte déjà, au Québec, quelques centaines de mordus; toutefois, l'initiative de l'ALQ contribuera à faire connaître le jeu et à lui donner un encadrement.

En Italie et en France, la popularité croissante du jeu (pour tout savoir, consulter le site Internet www.passe-livre.com) ne nuit pas au chiffre d'affaires des librairies, bien au contraire. Dans les villes où le jeu est pratiqué, les libraires ont en effet constaté un accroissement de leur achalandage et de leurs ventes. Le projet de l'ALQ présente ainsi l'avantage de conjuguer plaisir, circulation du livre et effets vraisemblablement positifs sur le commerce.

VISER LE LONG TERME

Le Passe-Livre ne s'arrêtera pas en avril 2006, loin s'en faut, et l'ALQ ne ménagera pas les efforts pour que cette initiative prenne de l'envergure. L'idée est encore floue, mais on songe par exemple « à embarquer les attachés culturels », dit M. Montagne, qui pourraient devenir en quelque sorte des ambassadeurs, voire des « exportateurs » du livre québécois. En fait, le Passe-Livre est un concept très intéressant car on peut l'adapter tout en poursuivant les mêmes objectifs ultimes : la circulation du livre et l'augmentation du lectorat. Rien d'étonnant, donc, à ce que les libraires et d'autres acteurs du milieu commencent dès maintenant à envisager les possibilités qu'offre ce jeu.

Avec le Passe-Livre et les autres activités qui seront proposées en cours d'année, au moyen d'une « programmation qui devra avoir des temps forts de façon régulière tout au long de l'année », de dire Luc Lavoie, on veut dans un premier temps créer une effervescence autour du livre. Mais de l'événement sont également attendus des effets à long terme.

À Anvers, les responsables d'ABC 2004 pouvaient, dès l'automne, dresser certains constats. D'abord, dit Dorian Van Der Brempt, le livre a acquis une présence « beaucoup plus grande dans les médias » tandis que le Salon du livre, tenu du 28 octobre au 11 novembre, enregistrait une augmentation notable d'affluence (185 000 personnes en 2004, contre 165 000 l'année

précédente). Seul l'avenir répondra du caractère durable de ces bonnes habitudes, tant dans les médias que dans la population, mais ces résultats attestent du rôle promotionnel que joue l'événement. Il y a plus, toutefois. Le 23 avril 2005 — décidément ! —, Anvers inaugure elle aussi une nouvelle bibliothèque, « un dossier que la désignation de capitale mondiale du livre a contribué à faire débloquer », assure M. Van Der Brempt. En outre, le secteur du livre récolte de l'argent neuf, car une partie des fonds publics dégagés pour la tenue de l'événement se transformeront à toutes fins utiles en budgets récurrents. Le livre peut donc retirer des bénéfices concrets de la désignation de l'UNESCO, aussi

honorifique soit-elle.

Dans le cas de Montréal, le partenariat de Québecor, déjà mécène de manifestations littéraires comme les *Correspondances d'Eastman*, assure au livre — un secteur que Luc Lavoie qualifie lui-même de « difficile » — davantage de présence dans les médias de masse. On serait malvenu de s'en plaindre. Par ailleurs, la perspective de l'événement semble avoir influencé des choix à la Ville même qui, l'automne dernier, déposait sa politique culturelle. Beau hasard ! « Nous profitons de l'événement, du reste évoqué dans la politique culturelle, pour amorcer la mise à niveau du réseau de bibliothèques. À cette fin, la Ville a obtenu des fonds supplémentaires du ministère de la Culture et des Communications. Nous envisageons également

l'élaboration d'un plan d'action sur le livre », dit Francine Sénécal. Pour l'heure, cet éventuel « plan d'action » demeure certes un vœu pieux, et la vice-présidente du comité exécutif n'en précise pas davantage les orientations possibles. La Ville manifeste néanmoins un esprit d'ouverture et la nette volonté d'apporter des améliorations concrètes à la situation du livre sur son territoire.



LISE BISSONNETTE

M^{me} Sénécal fait également valoir que le partenariat dessiné à la faveur de *Montréal, capitale mondiale du livre* constitue « une approche nouvelle et stimulante »; on peut donc s'attendre, dans un

avenir rapproché, à des collaborations plus étroites entre les acteurs du secteur et la Ville, voire avec l'ensemble du milieu culturel qui sera de toute façon « interpellé et mis à contribution » durant cette année. M^{me} Sénécal précise en outre que « la Ville souhaite développer de meilleures relations avec les bibliothèques scolaires », et il est à souhaiter que, dans la foulée, celles-ci récolteront leur part.

UNE ANNÉE CLÉ

De *Montréal, capitale mondiale du livre*, plusieurs éléments restent à préciser, particulièrement en ce qui concerne les activités. La Ville de Montréal même en organisera de son côté. Le Salon du livre de Montréal, en novembre, réservera pour sa part une place d'honneur à l'événement, notamment par un thème qui y fera référence, et la Grande Bibliothèque, par la voix de sa directrice générale Lise Bissonnette, s'annonce comme un partenaire enthousiaste. On sait cependant que l'événement se clôturera, en avril 2006, par un symposium international sur le droit d'auteur.

Oui aux activités et projets divers, mais 2005 sera aussi une année « pour obtenir des engagements concrets de l'État tant sur les plans culturel et socioéconomique qu'au chapitre de l'éducation », affirme Sandra Gonthier. « Si on travaille bien, l'événement peut avoir d'innombrables retombées. Outre une plus grande visibilité pour le livre et les auteurs, le climat créé par l'événement devrait permettre de corriger nombre de lacunes », renchérit Denis Vaugois. Un premier dossier fait consensus dans le milieu : celui des bibliothèques publiques, forcées de composer avec des budgets d'acquisition insuffisants, et des bibliothèques scolaires dans un état franchement lamentable. Ces dernières sont financées par le gouvernement du Québec à hauteur de 5 \$ par élève, et par année. Une misère... qu'elles n'obtiennent pas toujours, au demeurant. Car les bibliothèques scolaires n'ont toujours pas droit à des budgets dédiés, de sorte que les écoles peuvent utiliser ces maigres fonds à d'autres fins.

Le financement de la « chaîne du livre », gagné de haute lutte, demeure un enjeu capital. Maisons d'édition, librairies et salons du livre ont particulièrement écopé au cours des deux dernières années : les programmes québécois de subventions à l'édition ont été amputés d'au moins 15 %; le programme d'aide à la modernisation et à l'informatisation des librairies a été aboli; les subventions des neuf salons du livre ont diminué (de façon variable). On peut donc s'attendre à des revendications relativement aux programmes des gouvernements provincial et fédéral.

Grâce à l'événement, un vent de concertation et de collaboration souffle sur l'industrie. L'occasion serait belle de s'attaquer à des « irritants » tel le taux élevé de retours des livres, et de faire des pressions afin d'achever l'informatisation du réseau de librairies. Dans la foulée, pourquoi ne pas revendiquer l'élimination de la TPS sur le livre ? Ce serait un premier pas

vers une plus grande accessibilité, ce principe qui nourrit bien des discours, mais auquel sont consacrées peu de mesures concrètes.

Reste que le problème de fond est celui du bassin de lecteurs. C'est pourquoi *Montréal, capitale mondiale du livre*, qui se veut une entreprise de promotion tous azimuts de la lecture et du livre, constitue « un événement important », de dire Bruno Roy. « Dès qu'on parle du livre, il circule », ajoute l'écrivain. Voilà une assertion que l'événement, pour lequel Quebecor sortira son artillerie lourde, devrait permettre de vérifier. Ce même événement contribuera-t-il à « ramener chez Radio-Canada un minimum d'intérêt pour le livre », comme l'espère Denis Vaugois ? En tout cas, Quebecor ne fait pas de promesses, mais évoque l'éventualité de poursuivre la diffusion de son émission littéraire après 2006, si celle-ci obtient de bons résultats.

Tout en se fixant l'objectif de « porter le livre à tous les milieux », dit Sandra Gonthier, la Corporation entend également travailler la cause de la littérature québécoise à l'étranger. « Un tel événement ouvre la porte à des partenariats internationaux. Ultimement, on aidera à l'exportation du livre québécois », souligne M^{me} Gonthier. Un réseau de « capitales mondiales » commence par ailleurs à se constituer, ce qui favorisera les échanges, non seulement entre les différentes littératures, mais aussi entre les industries mêmes du livre. Voilà assurément une autre des retombées non négligeables de l'événement.

« ABC aura permis de donner au milieu un peu plus d'oxygène », dit Dorian Van Der Brempt. À Montréal, on considère la désignation de capitale mondiale comme un moment décisif. « Notre but est de mettre le livre au centre des priorités gouvernementales », insiste Bruno Roy. Utopique ? On verra, en 2006, les incidences véritables de l'initiative de l'UNESCO.

Lettres québécoises la revue de l'actualité littéraire

LA COLLECTION COMPLÈTE

AVIS AUX COLLECTIONNEURS : UNE OCCASION À NE PAS RATER !



100 numéros

(1 à 105, excepté les numéros 1, 3, 58, 60 et 65)

PAYEZ MOINS CHER QUE LE PRIX
FIXÉ PAR NUMÉRO !

Prix incroyable

Canada • 400 \$ / États-Unis • 450 \$ / Ailleurs • 475 \$

(Taxes et frais de port et de manutention inclus)

Nom :	_____
Adresse :	_____
Ville :	_____
Code postal :	_____ Tél.: _____
Ci-joint :	<input type="checkbox"/> chèque <input type="checkbox"/> MasterCard <input type="checkbox"/> VISA
No :	_____ Exp.: _____ / _____
Signature :	_____ Date : _____

RETOURNER À : LETTRES QUÉBÉCOISES, 1781, rue Saint-Hubert, Montréal (Québec) H2L 3Z1
Tél.: (514) 525.95.18 • Téléc.: (514) 525.75.37 • Courriel : info@xyzedit.qc.ca • www.xyzedit.qc.ca